

►►► être porteurs. » La révolte des enseignants pourrait prendre de l'ampleur, d'autant que « la défiance entre le corps professoral et le gouvernement est très forte depuis la réforme du baccalauréat et celle des retraites », constate Stéphane Sirot.

Le pari risqué de la CGT

Existe-t-il un remède à cette poussée de fièvre? Oui, selon François Asselineau, président de la CPME : « La crise sanitaire pousse tous les acteurs sociaux à se mettre autour de la table pour trouver des solutions acceptées par les salariés. Il est impensable qu'un chef d'entreprise décide tout seul en cette période troublée. Il se retrouverait isolé pour redémarrer son activité. » Le dialogue social entre syndicats, patronat et gouvernement, jadis perçu comme un frein pour réformer le pays, fait un retour en force : « Nous ne nous sommes jamais autant parlé », avance François Hommeril, secrétaire général de la CFE-CGC. Malgré les divergences, tous les acteurs s'écoulent et c'est très productif pour trouver des solutions intelligentes. On fait remonter des problématiques de terrain qui permettent de corriger des dispositifs. » Mais tous ne jouent pas le jeu, la CGT préférant poursuivre sa route dans la radicalité avec, par exemple, un appel à la grève dans la fonction publique d'ici à fin avril. « La centrale de Montreuil veut capter la colère qui pourrait surgir après la crise sanitaire », note Bernard Vivier, directeur de l'Institut supérieur du travail.

Un pari risqué, mais qui pourrait s'avérer payant, tant le risque d'une explosion sociale est fort : « Une crise sociale d'ampleur post-confinement pourrait venir s'ajouter à la crise sanitaire », affirme Raymond Soubie, président d'Alixio. Aujourd'hui, 9,6 millions de personnes sont en chômage partiel, près d'un salarié sur deux. Que va-t-il se passer quand le gouvernement mettra fin à ce dispositif? Combien d'entreprises seront contraintes de mettre la clé sous la porte ou de faire des plans sociaux? Le risque corollaire, c'est une forte progression du taux de chômage. » Le déconfinement social sera chaud.

Florian Fayolle



FRANÇOIS ECALLE

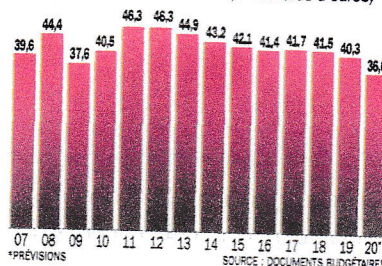
Président de Fipéco

L'arme de la dette publique est à double tranchant

L'Etat doit maîtriser la dette pour éviter une hausse des taux. Sans jouer sur l'impôt ni le soutien de la BCE, inflationniste.

Selon le gouvernement, la dette publique atteindrait 115% du PIB fin 2020. Mais elle sera plus élevée, car le PIB va diminuer de plus de 8% et de nouvelles mesures de soutien de l'activité devront être mises en œuvre. Cette dette ne peut pas augmenter indéfiniment, car les créanciers de l'Etat finissent par exiger un taux d'intérêt très élevé, ce qui accroît son niveau et peut conduire à une crise. Il est impossible de déterminer un seuil d'endettement au-delà duquel une crise survient, car cela dépend de nombreux facteurs. Mais les pays ayant la dette la plus élevée devront montrer qu'ils peuvent la stabiliser en pourcentage du PIB et la contrôler. La charge d'intérêt ne représentait que 1,5% de la dette publique en 2019, et elle continuera à diminuer avec le remboursement d'emprunts anciens à taux élevés par de nouveaux emprunts à bas taux, ce qui facilitera le contrôle de l'endettement. Il faudra néanmoins réduire fortement le déficit primaire (hors intérêt) atteint en 2020 pour stabiliser la dette à 115%. La reprise de la croissance ne suffira sans doute pas. Or, toute hausse des prélèvements obligatoires aggravera la situation économique, et la suppression des dépenses publiques inutiles, qui reste nécessaire, sera très difficile en France. Les banques centrales pourraient certes financer beaucoup plus les Etats, par des moyens classiques (prêts) ou innovants (annulations de créances), mais leur soutien a une limite : l'inflation. Celle-ci favorise, au moins temporairement, la réduction de la dette, ce qui serait bienvenu, mais elle pourrait accélérer, avec un coût

Charge de la dette de l'Etat (en milliards d'euros)



La charge des intérêts ne représentait que 1,5% de la dette publique en 2019, et devrait continuer à baisser.

économique et social. Si elle devient trop forte, il faudrait alors engager une difficile politique de désinflation. Autre frein à considérer : la Banque centrale européenne aura beaucoup de mal à relever sa cible d'inflation, même si certains pays le souhaitent pour alléger leur dette, car d'autres n'en auront pas besoin et s'y opposeront. D'autres institutions, comme le Mécanisme européen de stabilité, pourraient emprunter beaucoup plus afin de prêter aux Etats en difficulté, ce qui réduirait leur charge d'intérêt et rassurerait leurs créanciers. C'est justifié s'agissant des dettes contractées par ces pays pour couvrir le coût de la crise sanitaire. Mais les pays dits « frugaux » craignent que ces Etats engagent aussi des dépenses inopportunes, et veulent donc limiter strictement le champ de cette aide. Le compromis obtenu récemment est ambigu et l'avenir de la zone euro est en jeu. Jusqu'alors, la France a inspiré confiance à ses créanciers parce qu'elle est au cœur de la zone. Mais la situation serait meilleure si notre dette avait été plus faible en 2019. ■